L'historiographie régionale aujourd'hui

Deux orientations et une question

François Igersheim

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/1447>

DOI : 10.4000/alsace.1447

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2007

Pagination : 9-12

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

François Igersheim, « L'historiographie régionale aujourd'hui », *Revue d'Alsace* [En ligne], 133 | 2007, mis en ligne le 25 octobre 2011, consulté le 21 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/1447> ; DOI : 10.4000/alsace.1447

L'historiographie régionale aujourd'hui deux orientations et une question

C'est à une réflexion commune sur le rôle de l'histoire dans le développement de l'idée de Région en France qu'avaient invité C. Gras et G. Livet en 1974.

En 2006, nous avons voulu faire un état des lieux de l'historiographie régionale du second XX^e siècle de part et de l'autre du Rhin.

Nous avons été comblés d'informations et de réflexions d'une très grande richesse, tout comme le seront nos lecteurs.

1) Nous avons dès le départ voulu mettre en lumière la différence de statut institutionnel entre l'historiographie régionale française et de la *Landesgeschichte* allemande pour le cas échéant susciter des émulations. Mais l'intérêt des contributions dépasse de loin cet objectif immédiat et que nous ne devons pas perdre de vue !

2) Il est vrai que la situation de l'histoire régionale de part et d'autre du Rhin est bien différente, car elle a des origines différentes. En Allemagne, la *Landesgeschichte* procède de l'institution des historiographes des princes et souverains, de la *Hofhistorikertum*. Elle se prolonge et se renouvelle avec la contestation de Lamprecht, revendiquant une historiographie des peuples et de ce qui les réunit, associée à une géographie des « aires culturelles ».

À la fin du XIX^e siècle, les « Commissions historiques » que fondent les différents Etats allemands de l'Empire, s'inspirent en grande partie de cette orientation, qui conteste la domination de l'Etat central berlinois ! Ces « Commissions historiques officielles » fédèrent les universités, archives, administration des monuments historiques et revues en projets de recherche communs, dûment financés sur fonds publics. Les nouveaux *Bundeslaender* de la RFA les reconstituent dès 1949. Prenons nos voisins immédiats : après la fusion des deux anciens Etats du Sud-Ouest en un seul, on procéda aussi à la fusion de leurs deux commissions historiques (Schindling). Pourtant chacune des revues est restée autonome (Krimm, Theil).

De la *Landesgeschichte*, on était passé à la *Bundeslandesgeschichte*. Ce mouvement ne date pas seulement de la réunification allemande de 1990, où les nouveaux *Bundeslaender* veulent fonder les titres historiques de leur légitimité ; il s'est manifesté tout au long de l'histoire de la République fédérale. De riches contributions, portant

sur les grandes orientations de l'historiographie produite par les Universités, tout comme celle que développent les revues régionales d'histoire nous montrent qu'il n'y eut pas solution de continuité entre l'avant-guerre et l'après-guerre, mais des amnésies opportunes ou des reconversions réussies (Rödel, Ditt, Speitkamp). On était avant guerre passé de la géographie des aires culturelles, à la géographie des aires « anthropologiques ». On poursuit encore ces recherches dans certaines vieilles universités, avec les adaptations indispensables. On continue de courir en vain après un « type humain westphalien » jusque dans les années 60 (Ditt). On veut encore publier un « *Geschichte, Raum und Volkstum* » à Karlsruhe en 1954 (Krimm), et les parrains de ces entreprises sont encore ceux qui faisaient déborder les « aires culturelles » jusqu'à la Seine ou jusqu'au Niémen. La majorité des historiens des Länder se replie cependant sur un Moyen Age plus éloigné des querelles contemporaines, où est priorisé l'histoire du Droit et des Institutions.

Mais certains historiens réussissent d'étonnantes reconversions et ouvrent de nouveaux champs de la recherche historiographique, qui ont leurs foyers dans les nombreuses universités nouvelles fondées par la République fédérale (Ditt). Le recours à des critères de différenciation nouveaux qui, pour résumer, substituent la société (*Gesellschaft*) au peuple (*Volkstum*), permet de fonder la nouvelle histoire sociale allemande. L'aire culturelle transgressait déjà les frontières des Etats, les cadres géographiques des nouvelles études qui portent sur l'histoire ouvrière, celle des migrations, de l'économie, l'histoire urbaine, des modes de vie, la sociologie électorale, l'histoire politique contemporaine : partis, presse, parlementarisme... n'en tiennent pas plus compte. Au contraire, les nouvelles historiographies revendiquent un cadre géographique nouveau, que détermine l'objet de leurs études, la région, et fondent un genre nouveau, la *Regionalgeschichte* (Speitkamp). Elles refusent de doter un territoire quelconque d'une identité de légitimation, et veulent pratiquer la science pour la science ! Cette contestation va de pair avec celle, peu à peu mises à jour, des compromissions des grands historiens de la refondation historiographique allemande avec le régime nazi, et avec la nécessité de la « *Vergangenheitsbewältigung* » (Krimm). Cette nouvelle orientation de l'historiographie avait un point commun avec la nouvelle « *Bundeslandesgeschichte* » : l'accent mis sur l'histoire contemporaine et celle du temps présent. La réunification relance la *Landesgeschichte*. Elle met l'accent aussi aujourd'hui sur l'histoire de la protection du patrimoine et des monuments historiques (Speitkamp).

3) La Région est en France une collectivité neuve, née en 1955, avec premiers décrets sur les régions de programme (Barral). Neuve ? Voire ! La collection Privat, dont C. Amalvi a dressé la passionnante histoire, porte le titre d'« *Histoire des Provinces de France* », et renvoie à une réalité beaucoup plus ancienne, maintenue vivante par les Académies, les Sociétés, souvent liées aux Archives et archivistes départementaux et municipaux. Puis à partir de la création des Universités de la fin du XIX^e siècle par la flambée de régionalisme universitaire avec la création dans de fort nombreuses universités, souvent par les municipalités, de chaires d'histoire régionale à périmètres provinciaux ou géographiques adossés à des revues universitaires, *Annales du Nord*, *Annales du Midi*, *Annales de l'Est*.

Il n'est sans doute pas anecdotique de relever qu'à l'exception de la contribution de M. Martel sur « l'Occitanie », les historiens des régions de France n'évoquent pas les langues régionales. M. Martel souhaite d'ailleurs que l'on élargisse la problématique trop sommaire de « l'aire linguistique » qui est son objet en évoquant les méthodes et approches de la *Geschichtliche Landeskunde*, qui retient un ensemble de critères de différenciation.

Cependant, l'institution régionale s'est ancrée en France. On nous montre qu'à l'exception de la Lorraine (et de l'Alsace), elle ne semble pas avoir joué dans le soutien de l'historiographie régionale le rôle qu'ont joué les Länder, (qui continuent d'avoir compétence sur les Universités). Nos contributions nous donnent cependant toutes des indications sur l'appui que nombre de collectivités territoriales, régions et départements, villes, donnent à l'historiographie régionale, à des degrés divers et sous des formes diverses (Bleton-Ruget, Poirrier).

Lorsqu'en 1974, C. Gras et G. Livet invitent au Colloque « Régions et Régionalisme », ils insistent sur l'avenir d'une idée : celle de Région. A ce moment-là, avant les grandes lois sur la décentralisation, la Région est déjà un espace historiographique à la mode. Philippe Wolff en avait eu l'intuition. Nombre de contributions nous en montrent l'essor, qui coïncide, nous rappelle Joutard avec l'explosion de la démographie universitaire, l'essor des sujets sur sources locales donnés aux étudiants de maîtrise (Cholvy, Guignet), et en général le succès d'édition que remporte l'histoire en général. Le tableau est évocateur, dans le Nord (Guignet), en Bretagne (Sainclivier), en Aquitaine (Guillaume), en Languedoc (Martel), en Bourgogne (Bleton-Ruget, Poirrier), tout comme en Lorraine (Roth) et en Alsace (Rapp, Vogler).

Mais toutes les périodisations soulignent l'apparent désamour dont souffrirait l'histoire régionale à partir des années 1990. Là aussi, on souffrirait de la « globalisation ». Cela tiendrait, nous dit M. Cholvy, à la « nationalisation » du recrutement universitaire, à une politique scientifique impulsée par en haut, qui ferait courir le risque d'enfermement régionaliste. Joutard souligne que ce désamour frappe l'édition historiographique toute entière.

Deux orientations nouvelles semblent se dessiner, à partir des centres de recherche en région. Celles de l'histoire du temps présent tout d'abord. La production des Presses universitaires de Rennes parvient à relier les deux bouts de la chaîne des genres : celui de l'étude de cas valable pour les territoires de la France entière, qui alimente souvent de grands colloques qui font office d'ouvrage de synthèse, et celui d'ouvrage d'historiographie régionale. La seconde orientation est celle de l'ouverture sur le patrimoine, comme monument, à la fois source historique, et *Denkmal*, lieu de mémoire (et d'identité) et témoin précieux des représentations d'une population régionale, mais ouvert aussi à tous les amateurs du patrimoine universel. Le monument historique offre ce merveilleux avantage d'être à la fois « enraciné », « identifiant » et « universel ».

4) On en vient à présent à la sociabilité historique. C'est finalement là que résident les gros bataillons de l'historiographie régionale « régionalisante » comme la définissent Bleton-Ruget et Poirrier. La belle étude de cas que nous donne Madame

Claerr-Stamm, sur la société du Sundgau ou encore celle d'Henri Heitz sur la société de Saverne nous amène à nous interroger. Ces sociétés sont-elles si isolées que cela ? Voilà en tous cas qui ferait un beau sujet de recherche. Idéalement les Sociétés d'histoire réunissent dans leurs instances les enseignants et chercheurs en histoire et les bénévoles (qu'on ne peut appeler non-professionnels, comme on lit quelque fois).

Elles ont des Fédérations influentes (Thomann), éditent souvent des revues vivantes (Krimm, Theil, Bischoff, Lerch). Partout, en Bretagne, en Aquitaine, en Bourgogne, en Lorraine, en Alsace, mais aussi en Bade, dans le Wurtemberg, on rencontre les sociétés d'histoire, comme fondation de l'édifice. Leur moyenne d'âge est plus élevée, il est vrai, mais c'est le cas de toutes les associations de bénévoles (Guillaume). Elles auront à affronter les défis du transfert des thématiques, de la flexibilité de leurs échelles et des méthodes, probablement plus encore celui de l'appropriation des nouveaux vecteurs, celui de la production en ligne, et du débat interactif, dont un certain nombre de contributions estiment que c'est une des conditions du renouvellement des générations.

5) Reste un point qui nous ramène à notre point de départ : celle de la « fonction sociale » de l'historiographie régionale. Cette fonction de productrice d'identité territoriale et institutionnelle mais aussi démocratique (histoire des partis politiques, histoire du parlementarisme...) que s'était arrogée la *Bundeslandesgeschichte*. On a beau faire et beau dire, on est de quelque part. Le sens premier du mot « *Heimat* » est celui de foyer. Ce quelque part désigne le cadre dans lequel on vit. On ajoutera évidemment : et celui où l'on travaille. Le mot d'ordre « vivre et travailler au pays » paraît rester d'actualité, si ce « pays » est celui que l'on a choisi. Les pays qui vivent et où l'on travaille ont une personnalité forte et sont nécessairement attirants et non exclusifs.

6) Tous conviennent donc de la nécessité d'ouverture et de renouvellement de l'historiographie des régions de l'Europe. Personne ne l'a exprimé plus fortement que nos voisins du Bade-Wurtemberg (Rödel), ou des Trois-Frontières (Hochstuhl). La formule des colloques à thèmes comparatifs supra-frontaliers paraît une étape. Certes nul n'est besoin d'être frontalier pour organiser une recherche supra-frontalière, mais on reconnaîtra que cette ouverture s'impose aux frontaliers plus qu'à d'autres.

7) Enfin, être organisés ! Joutard clique sur « histoire régionale » et tombe sur des sites québécois. Il aurait cliqué sur « *Landesgeschichte* » et il serait tombé sur une organisation fédérale allemande avec plus d'une quarantaine de liens. Bref, l'historiographie régionale française est plus présente et vivante qu'on ne le croit mais elle est très peu organisée. Que faire ?

François Igersheim
Professeur d'histoire de l'Alsace
photo DNA - Alain Destouches